

CITOYENNISME ET INSURRECTION

Sur la pertinence des voies citoyennes pour lutter contre les prisons

Entre la prison et son extérieur, il n'y a qu'un mur

L'horreur ordinaire et quotidienne au sein des prisons de tous types n'est plus à démontrer. Nous ne savons que trop bien qu'il y règne une atmosphère de terreur, de haine et de frustration. Faire la liste des tortures psychiques ou physiques que l'Etat inflige régulièrement à tous et toutes les « indésirables » nous ferait pénétrer dans une routine morbide qu'il est temps de briser. Ce qu'on oublie en revanche, c'est que la prison n'est que la concentration et l'expérimentation de méthodes de contrôle, de surveillance et de soumission que l'on retrouve à l'extérieur : *la ville-prison*. Au travers des caméras, des contrôles de police, du fichage institutionnel (ONEM, CPAS, Banques, ADN et empreintes digitales...), des politiques d'urbanisme, de la promotion du « bon citoyen »... s'exprime une réelle volonté de gérer la population pour s'assurer qu'elle ne quitte pas le *droit chemin*. Droit chemin balisé par ceux et celles qui ne souhaitent pas perdre leur pouvoir et leurs privilèges. Tout est pire que dehors en prison, et pourtant tout est tellement pareil. Une réflexion sur la prison qui ne critique pas le monde qui la produit est une réflexion amputée.

Qui sont ces gens que l'on enferme ?

Voleu.se.r.s, braqueu.se.r.s, voleu.se.r.s, meurtri.ère.er.s, sans-papiers, révolté.e.s... Une erreur commune est de considérer que derrière chaque personne enfermée, il existe un cas individuel auquel apporter une solution individuelle. Un.e tell.e sera violent.e, psychopathe, perturbé.e, asocial.e, prédisposé.e à la délinquance etc. Sans tomber dans un discours victimisateur et déresponsabilisant, nous sommes en partie le produit du monde dans lequel nous vivons. Ce monde qui prône la richesse, la réussite individuelle par la compétition, réduit les corps à des objets publicitaires, porte la guerre et l'exploitation dans certains pays pour assurer la prospérité d'autres territoires, et dont le mécanisme même ne peut que laisser des milliers de gens sur le carreau. Ce même monde qui feint l'indignation lorsqu'après avoir créé les conditions de la misère (affective, sociale, sexuelle, intellectuelle), certaines personnes vont chercher les moyens de leur satisfaction là où ils se trouvent, ou ceux de lutter contre ce qui les oppresse. Ce qu'elles ont toutes en commun, c'est de mettre en danger la stabilité de ce système socio-économique qu'est le capitalisme. Capitalisme dont l'Etat est le premier défenseur, son rôle principal étant de le faire accepter par la population ou, le cas échéant, de l'y contraindre.

Lutter contre l'Etat tout en lui serrant la main ?

Il paraît donc paradoxal d'attendre de l'Etat qu'il fasse quoi que ce soit qui aille à l'encontre des intérêts économiques qu'il défend et de la paix sociale qu'il met en place. Cependant, pour éviter les écueils de la dictature, l'Etat a du au cours de son développement consentir à créer des espaces bien délimités qui permettent l'expression de la contestation tout en restant gérables. C'est pourquoi il martelle que les seuls moyens de s'exprimer sont ceux-là mêmes qui ne peuvent en aucun cas mettre en péril les fondements du système politique : voter, manifester pacifiquement, faire circuler des pétitions, monter associations et syndicats... en résumé : participer activement à la démocratie. Agir dans ces cadres hyper réglementés apparaît donc comme étant une perte d'énergie, en plus d'un aveuglement incroyable quant aux échecs répétés de ces méthodes de « lutte ». Comment imaginer changer quoi que ce soit par les actes précités alors qu'au sein des taules, les détenu.e.s doivent se mutiner avec violence pour obtenir la simple possibilité de prendre une douche ? Retirer les oeillères du légalisme, c'est élargir son champ de vision aux multiples gestes subversifs du quotidien.

Comment s'aimer et se soutenir par-delà les barreaux ?

D'un point de vue strictement éthique, nous ne pouvons que refuser un quelconque dialogue avec les tortionnaires qui chaque jour, poussent des dizaines de gens au suicide (aussi bien dedans que dehors), quand ils et elles ne les passent tout simplement pas à tabac ou les droguent. On ne saurait plus vraiment dire si l'attitude pacifiste des syndicats et organisations politiques, a pour but de soutenir les gens enfermés ou de faire leur propre promotion en s'assurant que tout reste bien en place, car c'est cette attitude qui par sa passivité même contribue à la continuité de la violence d'Etat. Dedans comme dehors, c'est de liberté saccagée qu'il s'agit, et cette liberté à arracher ne saurait s'accomoder de moyens qui portent en leur sein les conditions de sa négation. Quitter les sentiers battus de la contestation spectaculaire n'est pas une simple